



**PRÉFET  
DES CÔTES-  
D'ARMOR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des  
populations**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**portant décision après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**  
**SCEA Jean-François ROBERT à Plancoët**

Le préfet des Côtes-d'Armor

- Vu** la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1 II et IV, R. 122-2 et R. 122-3 ;
- Vu** la loi du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance (ESSOC) et notamment son article 62 modifiant les conditions de l'examen au cas par cas ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Georges SALAÛN, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2024 autorisant la SCEA Jean-François ROBERT à exploiter sur le site « La Halouze » à Plancoët un élevage porcin de 3047 places porcs à l'engraissement et 1488 animaux équivalents (AE) ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas n° 2025-22-0002 relative au projet de forage au lieu-dit « La Halouze » sur le territoire de la commune de Plancoët, présentée par la SCEA Jean-François ROBERT, reçue le 31 janvier 2025 et considérée complète le 12 mars 2025 et les plans joints ;

**Considérant** que ce projet relève des catégories fixée au tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement soit : n°27 a) – forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres ;

**Considérant** que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L. 171-8 et à l'article L. 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

**Considérant** qu'une autorisation de prélèvement par forages prévus sur la parcelle (coordonnées X:314903/Y : 6835038) et sur la parcelle ZK n°33 a été donnée par arrêté préfectoral daté du 11 septembre 2024 pour un volume de 14 067 m<sup>3</sup>/an ;

**Considérant** que la demande consiste en la création d'un nouveau forage de 80 m de profondeur pour un volume de 7 000 m<sup>3</sup>/an en substitution d'un forage déjà autorisé pour un volume équivalent ;

**Considérant** que ce projet est soumis à la rubrique IOTA 11.10 relative au sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau, relevant du régime de la déclaration IOTA ;

**Considérant** que le projet respecte l'arrêté départemental en date du 15 avril 2021 relatif au nouveau prélèvement d'eau envisagé ;

**Considérant** que le projet n'est pas de nature à présenter des dangers ou inconvénients nouveaux pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive 2011/92/UE du parlement Européen et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement, le projet de réalisation d'un forage dans l'objectif d'alimenter en eau l'élevage porcin pour un volume annuel de 7000 m<sup>3</sup>/an pour la SCEA Jean-François ROBERT au lieu-dit « La Halouze » à Plancoët, est dispensé de la production d'une étude d'impact.

### **Article 2**

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans la demande (formulaire et ses annexes). Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

### Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

### Article 4 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour à la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi par l'application « télerecours citoyens » accessible par le site : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à monsieur le Préfet des Côtes d'Armor - Direction Départementale de la Protection des Populations - service PRE - 9 rue du Sabot 22440 PLOUFRAGAN

- d'un recours hiérarchique adressé à madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche Direction Générale de la Prévention des Risques- Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à Monsieur le Préfet des Côtes d'Armor et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La notification du recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

#### **Article 5 : Publication**

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pour une durée de quatre mois minimum.

#### **Article 6 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives.

Saint-Brieuc, le **26 MARS 2025**  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Georges SALAÜN